

Budget 2014-2015

L'Association québécoise des CPE est stupéfaite des mesures annoncées dans le budget Leitaio

Montréal, le mercredi 4 juin 2014 – Suite au dévoilement du budget 2014-2015, l'Association québécoise des CPE (AQCPÉ) déplore que le gouvernement considère les services de garde à contribution réduite comme une dépense et non pas comme le levier de développement économique et social important qu'il est pour le Québec.

Développement des places

« Nous sommes extrêmement déçus de constater que des milliers de familles du Québec ont perdu aujourd'hui leur capacité de retourner au travail et de contribuer par leurs impôts à l'essor économique et à la lutte au déficit », a déclaré Louis Senécal, directeur général de l'AQCPÉ. Avec l'étalement du développement des 15 000 places sur sept ans, les parents resteront sur les listes d'attente en espérant une place et le gouvernement se prive de milliers de contribuables additionnels. « C'est un grand recul et il est illusoire de croire que les projets qui ont été acceptés pourront survivre à un tel échelonnement. Les ententes conclues ne pourront être respectées, ni les offres d'achat. C'est énormément de travail effectué par les gestionnaires et les parents bénévoles qui part en fumée » a poursuivi M. Senécal.

Pourtant 75 % de la population est d'accord avec une augmentation du tarif

La hausse du tarif quotidien de 0.30\$ est clairement insuffisante. Elle ne générera que peu d'argent neuf, dans la mesure où les sommes seront réinvesties dans le réseau, afin de maintenir la qualité des services offerts aux enfants, ce qui est loin d'être acquis. « Un sondage CROP mené pour l'AQCPÉ démontre que près de 75 % de la population et plus de 60 % des parents qui fréquentent ou ont fréquenté un service de garde sont en faveur d'une augmentation minimalement à 8 \$. C'est probablement historique que la population soit aussi favorable à une augmentation tarifaire. Il est donc incompréhensible que le gouvernement n'ait pas saisi cette opportunité. À elle seule, cette mesure aurait généré 55 M\$ la première année (tarif à 8 \$) et 125 M\$ l'année suivante (tarif à 9 \$) » a dévoilé Louis Senécal.

Crédits budgétaires

Par ailleurs, l'AQCPÉ questionne le fait que l'augmentation des crédits accordés aux garderies commerciales représente 44 % des augmentations totales de l'ensemble des mesures pour les familles alors que celles-ci ne représentent que 20 % des places. « Avec les crédits reçus, les CPE ne seraient limités qu'à un développement de 4 installations de 60 places, ce qui n'a aucun sens. Combien d'installations le gouvernement entend-il développer en garderies commerciales, en leur attribuant 25M\$? » s'interroge Louis Senécal.

Compressions

« C'est la 4^e fois que le gouvernement impose des compressions drastiques et la 2^e fois qu'il récupère des surplus cumulés, qui servent pourtant à augmenter la qualité des services et comme fonds d'urgence. Si le réseau des CPE contribue une fois de plus à l'effort budgétaire, il ne peut pas être le seul à mettre l'épaule à la roue. Nous sommes très inquiets de l'ampleur que représentera cette récupération ainsi que de la manière dont elle sera imposée » a conclu Louis Senécal, directeur général de l'AQCPÉ.

-30 -

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la très grande majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCPÉ est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

Renseignements :

Geneviève Blanchard

Chef des relations publiques

Tél. : 514 326-8008, poste 218

Tél. (sans frais) : 1 888 326-8008

Cell : 438-837-6700

Courriel : genevieve.blanchard@aqcpe.com

www.aqcpe.com

www.twitter.com/aqcpe

[www.facebook](https://www.facebook.com/aqcpe)